

# Certains harkis critiquent les propositions d'Estrosi sur la mémoire et l'emploi

📍 #VAR #POLITIQUE #ESTROSI | PAR SONIA BONNIN | Mis à jour le 23/12/2016 à 05:12 | Publié le 23/12/2016 à 20:08



Ali Amrane, président du Collectif des associations de harkis... [📷](#) [🗨️](#)

## Vif mécontentement d'une partie de la communauté harkie, suite au vote au conseil régional de mesures sur la mémoire et l'emploi. Réaction : « Dommage, car on recherche le consensus »

La délibération sur les harkis avait été votée à l'unanimité, alors même que les débats avaient tourné à l'affrontement. La polémique a encore rebondi, une semaine après le vote par l'assemblée plénière du conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur.

Cette fois, ce ne sont plus les élus Les Républicains (LR) et du Front national qui s'opposent - chacun accusant le camp adverse de récupération politique (*nos éditions précédentes*). Une partie des associations de harkis de la région exprime publiquement "son mécontentement", face à ce qui est qualifié de "mesurettes".



### — DÉJÀ EN COURS ?

Ali Amrane, élu local (LR lui aussi) et président du Collectif des associations de harkis dans les Alpes-Maritimes, a envoyé une lettre le 20 décembre dernier, pour marquer son "incompréhension", devant "la méconnaissance des attentes de la communauté harkie et de ses enfants". La critique est vive. L'ambition d'un "travail d'ethnographie" est jugée hors propos, vu que "le recensement des familles de harkis ou rapatriés a déjà été effectué en 1962 (sic) et à chaque projet de loi ultérieur".

Ali Amrane estime de même qu'un "travail de collecte des témoignages d'anciens harkis est [déjà] en cours, avec les associations".

Le deuxième point de friction concerne des emplois dans les lycées. La Région s'engage à y "réserver un contingent d'emplois, même si les collectivités territoriales n'ont aucune obligation en la matière".

### — "POUDRE AUX YEUX"

"Quels emplois pourraient être concernés? Avec quelle formation? Étant précisé que la moyenne d'âge des enfants de harkis de première génération est de 40 à 60 ans", s'agace le collectif.

Ali Amrane estime que les personnes réunies pour ce travail préparatif "n'ont pas tous les éléments pour négocier" et s'inquiète d'un engagement "poudre aux yeux".

"Ce sont des mesurettes qui ne répondent pas aux attentes."

Une réunion avait lieu ce vendredi, à Aix.

Sur la forme, le collectif avait déjà écrit au président de la Région, en janvier 2016. "Les présidents d'associations harkis vous ont apporté tout leur soutien pour vous porter à la victoire", introduisait Ali Amrane. Mais la proposition de "siéger dans une commission", afin de travailler sur "une vraie politique sociale, pour répondre aux besoins urgents", était restée lettre morte.



C'est peut-être là que le schisme a commencé. Au moment du vote, des représentants d'autres associations avaient applaudi le texte. "*Tout ce qui vient aider à réparer les injustices est bon*", avait confié l'un d'eux.